

Un nouveau mouvement pour l'indépendance de l'Inde

Par [Shaj Mohan et Divya Dwivedi](#), le 6/1/2020 à 11h15

Shaj Mohan et Divya Dwivedi, deux jeunes philosophes basés en Inde (1), décryptent dans cette tribune la politique hindouiste du gouvernement de Narendra Modi, en y voyant une stratégie des hautes castes pour tenir sous tutelle toutes les autres communautés qui constituent le pays.



En Inde, le gouvernement hindouiste d'extrême droite de Narendra Modi inocule ses intentions fascistes dans les fondamentaux de notre gouvernance politique. L'Amendement sur la citoyenneté (Citizenship Amendment Act, CAA), adopté par la chambre basse du parlement le 10 décembre 2019 (2), permettra de naturaliser les réfugiés du Pakistan, du Bangladesh et de l'Afghanistan à la stricte condition qu'ils ne soient pas musulmans.

Le gouvernement a par ailleurs annoncé la création d'un Registre national des citoyens (National Register of Citizens, NRC), qui exclura de la citoyenneté indienne de nombreux Indiens s'ils n'ont pas les documents adéquats, dont la liste précise reste à établir. Le CAA et le NRC pourraient constituer à terme les bases d'une législation comparable aux lois de Nuremberg de 1935.

Répression policière

Un immense mouvement de protestation a jailli dans toutes les villes à travers le pays et la répression policière a causé de nombreuses victimes. Désormais, même les mineurs subissent des interpellations très violentes, peut-être même de la torture, pour les décourager de rejoindre les manifestations. Encore plus alarmant, le chef des Armées d'une république pourtant séculaire et démocratique a condamné publiquement le mouvement citoyen contre cette nouvelle législation.

Les manifestations de protestation, toujours plus importantes depuis leur début en décembre 2019, expriment plus que la seule solidarité avec les Indiens musulmans. En réalité, ce que nous vivons à l'heure actuelle révèle une *stasis* (3) fondamentale de l'Union indienne, entre la lettre de notre Constitution et la réalité de l'ordre social. La Constitution garantit le sécularisme, la répartition et l'égalité, mais elle souffre d'une sorte de « biais hindouiste » du fait d'avoir été rédigée sous la pression des intérêts dominants des hautes castes.

Reportage En Inde, la fronde des étudiants s'intensifie

Cela fait des milliers d'années que les hautes castes, qui constituent seulement 10 % de la population, exercent leur domination sur 90 % de la population. Depuis le début du XXe siècle, elles affirment le pouvoir de la « majorité hindouiste » contre toutes autres minorités religieuses. Le renforcement de cette situation est le moteur actuel de la politique en Inde.

L'« hindouisme », invention du XXe siècle

En fait, l'« hindouisme » est une invention du XXe siècle. Quand les recensements opérés du temps de la colonisation britannique ont révélé la réalité de la balance démographique – 10 % de hautes castes contre 90 % de castes « inférieures » –, les dirigeants issus des hautes castes se sont alarmés. Cette donnée démographique combinée au fonctionnement électoral qui avait été amorcé par l'administration coloniale risquait de mettre un terme définitif au Reich millénaire des classes supérieures.

C'est donc avec l'objectif de sauvegarder l'ordre des castes que les élites ont accepté la dénomination péjorative d'« Hindous » (dont l'origine étymologique est l'arabe « Al

Hind ») comme dénomination religieuse, afin d'englober la population des castes inférieures dans cette nouvelle religion, sans même que cette population en soit informée.

Dans la réalité, la majorité des castes inférieures continuait à vivre dans des conditions extrêmement défavorables, victimes d'agressions et de meurtres au quotidien pour des méfaits aussi dérisoires que d'avoir fait de la moto ou pris un repas en présence de membres des castes supérieures. Dans les sphères académiques, médiatiques, judiciaires et politiques, près de 90 % des postes dans les plus grandes institutions sont occupés par la minorité des castes supérieures.

Des camps d'internement en construction

Aujourd'hui, le CAA-NRC est l'indice d'une confiance sans précédent de la Droite hindouiste. Des camps d'internement sont déjà en train d'être construits dans plusieurs endroits à travers le pays afin de détenir ceux qui ne pourraient pas produire les preuves de leur citoyenneté.

Mais en parallèle, l'émergence d'acteurs politiques et intellectuels issus des castes inférieures, avec des revendications d'égalité et d'une meilleure représentativité, constitue un autre phénomène sans précédent. Des écoles ont été bâties, des plateformes d'informations encore invisibles au regard des médias internationaux ont été créées et de nombreuses actions sont parvenues à secouer l'opinion publique, en Inde. Le blocage du flux de liberté ne pourra pas être contenu longtemps par les manœuvres politiques, le traitement médiatique, ou des théories académiques mensongères.

Chandrashekhar Azad Ravan, un des plus célèbres leaders issus des castes inférieures de notre époque, a rejoint les manifestations dès le 15 décembre dernier. Dans un discours donné à la grande mosquée de Jama Masjid, à Delhi, il affirmait avec force que le CAA-NRC ne visait pas uniquement les minorités religieuses : « Les Musulmans de l'Inde ne fournissent qu'un prétexte. Le gouvernement de Narendra Modi veut dénier tout pouvoir aux *Bahujan* (les gens des basses castes) avec cette réglementation. »

L'Inde se fracture sur la loi controversée de citoyenneté

L'Inde vit une période où l'*anastasis*, le dépassement de la *stasis*, est en train d'émerger. Ce dépassement prend la forme d'une modernité qui refuse de s'appuyer sur les épaules des anciennes castes supérieures. C'est toute une histoire qui est en train de s'écrire : celle d'un nouveau mouvement pour l'Indépendance de l'Inde.

Shaj Mohan et Divya Dwivedi

(1) Auteurs d'un ouvrage sur la philosophie politique de Gandhi (*Gandhi and Philosophy: On Theological Anti-Politics*, préface de Jean-Luc Nancy, Bloomsbury Academic, 2018).

(2) Il doit encore être soumis à la chambre haute pour avoir force de loi (NDLR)

(3) Terme par lequel les anciens Grecs désignaient une crise politique, morale et sociale résultant d'un conflit interne à une cité-État (NDLR).